

Venezuela: charge de Chavez contre le capitalisme

02-02-2010

Hugo Chávez dit être en croisade contre le capitalisme et tout ce qui le représente. Cela fait déjà deux semaines que le président vénézuélien s'est embarqué dans une série de mesures et d'affrontements contre les grands supermarchés, les banques et jusqu'à certains des jouets favoris des enfants de tout le monde, la Playstation et la poupée qui a déjà survécu des générations, Barbie. "Les pays capitalistes promotionnent la nécessité de cigarettes, de drogues et d'alcool pour après pouvoir les vendre. C'est le capitalisme, le chemin à l'enfer", a condamné le leader, inspiré, bolivarien durant son dernier programme de télévision.

Les mots et le ton dramatique de Chávez ont surpris le monde dimanche dernier. "Ces jeux qu'ils appellent Playstation sont du poison. Plusieurs jeux apprennent à tuer, à jeter des bombes. Une fois ils ont mis mon visage à un jeu : 'Trouvez Chávez et tuez-le'. Le capitalisme sème de la violence pour ensuite vendre des armes", a-t-il assuré dans un long discours dans Aló Presidente. Il a parlé exaspéré, presque avec mépris. Il venait d'une semaine de fortes mesures, quelques unes très impopulaires, contre ce même "capitalisme prédateur". Il a dévalué le bolivar et a fermé les centaines de commerces qui ne s'étaient pas acquittés du nouveau taux de change, a rationalisé l'énergie électrique et 24 heures s'est rétracté et, finalement, a prit le contrôle de trois banques, atteignant déjà le contrôle sur 25 pour cent de la banque nationale. La tension que Chávez avait exprimée dans son programme de télévision n'a pas encore diminué au Venezuela. Jour après jour, l'opposition et le gouvernement annoncent de nouvelles mesures qui ravivent le feu de la polarisation politique. Hier l'Assemblée Nationale a approuvé en commission, presque comme une formalité, une loi contre l'accaparement, qui permettra au gouvernement d'exproprier n'importe quel commerce qui ne s'acquitte pas du prix officiel pour des aliments et des biens de base, et pour des produits de luxe, comme les appareils électroménagers.

Les chavistes ont déjà demandé de débattre le projet de loi d'urgence au sein de l'Assemblée Nationale, raison pour laquelle les médias vénézuéliens spéculaient sur le fait que la norme soit approuvée à la fin de cette semaine ou au début de la prochaine au plus tard. Cela ouvrirait la porte pour que le gouvernement exproprie, s'il le désire, les plus de 700 commerces, petits, moyens et grands qu'il a fermé dans les dernières semaines pour des dénonciations de présumé accaparement et d' "augmentation injustifiée" de prix. Cette semaine, les législateurs ont déjà déclaré la chaîne de supermarchés franco-colombienne Exito (contrôlé par le groupe français Casino, NdT) comme un bien d'utilité publique. En d'autres mots, elle passera aux mains de l'État.

L'opposition a peu de marge pour freiner la loi à l'Assemblée parce qu'elles représente à peine une minorité minuscule. Pour cela, elle essayait de faire sentir sa pression à l'endroit qui lui a donné le plus de victoires jusqu'à présent : la rue. L'arc opposant qui comprend onze partis politiques a convoqué à une manifestation massive dans le centre de Caracas pour ce samedi, par hasard le même jour que le gouvernement et le pays commémorent l'anniversaire de la fin de la dernière dictature. Pagina/12, 21 janvier 2010.<http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-138789-2010-01-21.html>
Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>